

# 2012, une année d'investissement responsable





# EDITORIAL

« Depuis près de 80 ans, le groupe Meeschaert s'attache à faire fructifier les patrimoines qui lui sont confiés, pour les mettre au service des personnes et de leurs projets. Notre indépendance, qui nous préserve des conflits d'intérêts, nous permet de réaffirmer chaque jour nos valeurs dans la pratique de nos métiers.

Plus que jamais, dans un contexte de crise économique sans précédent où l'industrie de la finance est très décriée, nos valeurs sont vitales. Portées par nos équipes, elles soutiennent notre ambition d'être une entreprise sociale et moderne, innovante et performante en toute conjoncture.

Une entreprise qui assume, depuis sa création, ses responsabilités vis-à-vis de ses clients, de ses collaborateurs et de la société.

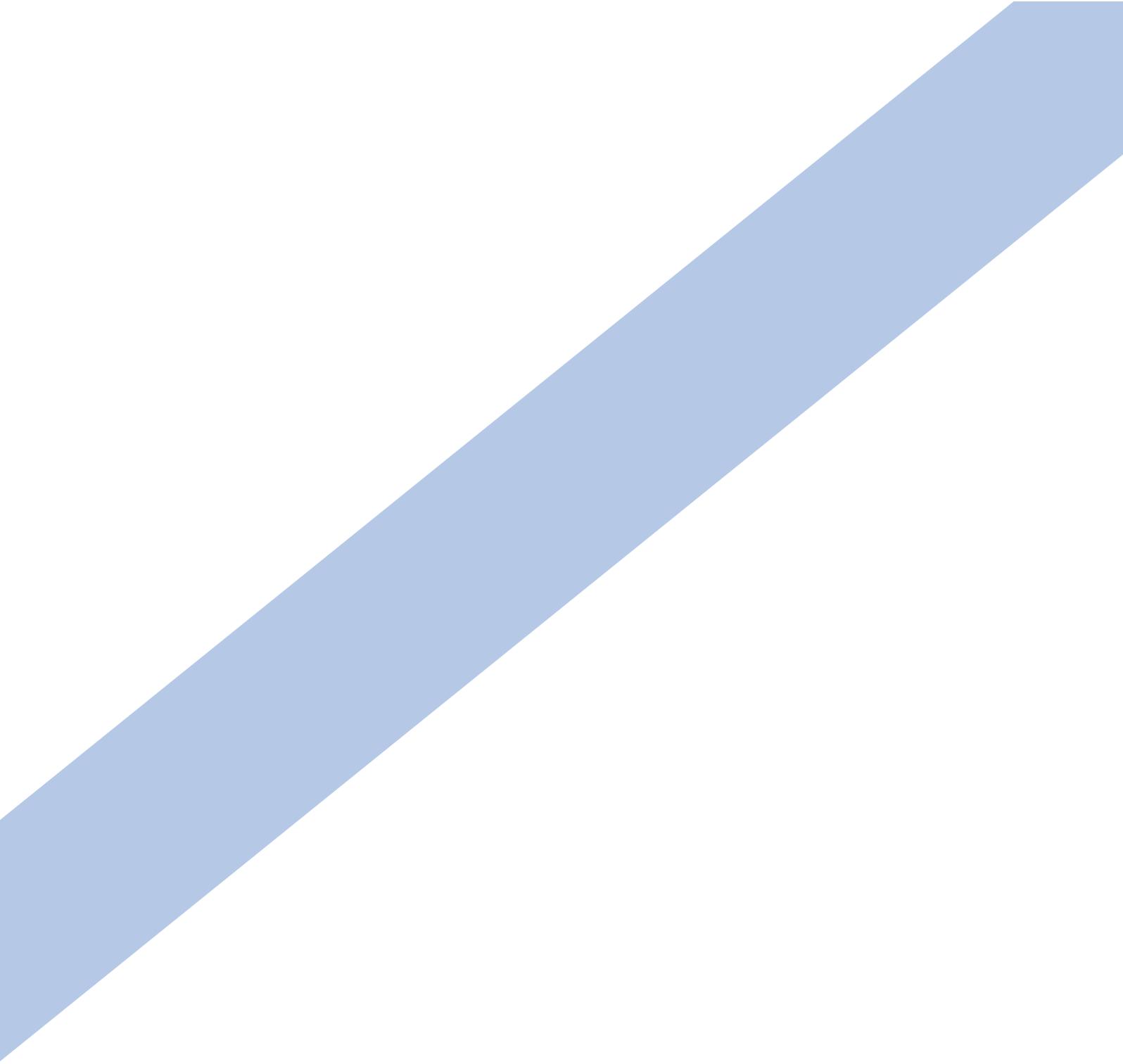
C'est dans cette optique que s'inscrivent nos gestions ISR, dont nous sommes fiers d'être des pionniers puisque nous fêtons en 2013 les 30 ans du FCP Nouvelle Stratégie 50, le premier fonds éthique créé en France.

Autre illustration de notre engagement, ce rapport annuel des gestions responsables vous présente les nombreuses initiatives menées en 2012 par Meeschaert Asset Management.

Car pour nous, chacun – y compris notre groupe – a un pouvoir qui est aussi une responsabilité : celui de faire évoluer la société, en s'assurant que son patrimoine est placé dans des projets correspondant à ses valeurs. »

**Cédric Meeschaert**, Président du directoire  
Meeschaert Gestion Privée





# SOMMAIRE

- EDITORIAL	3
- EVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2012	6
- DÉFINITION DU PÉRIMÈTRE D'INVESTISSEMENT	8
<i>Analyses sectorielles :</i>	
- Secteur parapétrolier	8
- Services aux collectivités : eau et déchets	10
- Services aux collectivités : électricité et gaz	12
- Luxe et cosmétiques	14
- Secteur pétrolier	16
- Secteur pharmaceutique	18
<i>Analyse thématique :</i>	
- Stratégies à la base de la pyramide	20
- DÉMARCHES AUPRÈS DES ENTREPRISES ET DE L'OPINION PUBLIQUE	22
<i>Engagement actionnarial</i>	
<i>Sensibilisation de l'opinion publique</i>	
- REMERCIEMENTS	24

# ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

## -- JANVIER --

- Etude sectorielle sur les groupes parapétroliers

## -- FÉVRIER --

- Etude sectorielle sur les services aux collectivités de gestion des eaux et des déchets
- Journée Ethique et Investissement : « Droits et responsabilités de l'actionnaire : Comment l'actionnaire minoritaire peut-il être actif, surtout en ce temps de crise ? »

## -- MARS --

- Assemblée générale du Forum pour l'Investissement Responsable (FIR)
- Participation à une coalition d'investisseurs, destinée à déposer une résolution externe à l'Assemblée Générale de la Société Générale

## -- SEPTEMBRE --

- Etude thématique sur le concept de la « base de la pyramide »
- Labellisation Novethic 2012 de quatre fonds communs de placement : Nouvelle Stratégie 50, MAM Actions Ethique<sup>1</sup>, MAM Obligations Ethique<sup>2</sup>, Ethique et Partage - CCFD
- Conférence nationale sur l'environnement orientée sur la transition énergétique et la préservation de la biodiversité

<sup>1</sup> MAM Humanis en 2013

<sup>2</sup> MAM Obligations ISR en 2013

## -- OCTOBRE --

- Etude sectorielle sur les laboratoires pharmaceutiques
- Troisième édition française de la Semaine de l'Investissement Socialement Responsable
- Soirée Ethique et Investissement : « Coopérative et mutuelles : des banques socialement responsables ? »

## -- NOVEMBRE --

- Semaine de la Finance Solidaire

### Légende :

- Recherche ISR interne
- Engagement actionnarial de Meeschaert Asset Management
- Événements nationaux et internationaux
- Participation de Meeschaert Asset Management à des rencontres et réseaux sur l'investissement socialement responsable

## -- AVRIL --

- Réactualisation multisectorielle

## -- MAI --

- Etude sectorielle sur le luxe et les cosmétiques
  - Journée Ethique et Investissement : « Impact social et sociétal des restructurations : jusqu'où doit aller l'entreprise ? »
  - Décret du 2 mai 2012 d'application de la loi Grenelle 2 relatif à l'évaluation environnementale de certains documents de planification
  - Participation à quelques Assemblées Générales d'entreprises du CAC 40

## -- JUIN --

- Etude sectorielle sur le pétrole
  - RIO+20 : conférence des Nations-Unies sur le développement durable pour renouveler les engagements. Les objectifs sont doubles : enrayer la dégradation de l'environnement et la pauvreté dans le monde

## -- DÉCEMBRE --

- Réactualisation multisectorielle

### FOCUS SUR LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Groupe CorDial sur la gestion des risques environnementaux, organisé par le Forum pour l'Investissement Responsable (tout au long de l'année 2012)

Composé de différents acteurs de l'investissement socialement responsable (gérants d'actifs, analystes, universitaires, agences de notation...), ce groupe de travail instaure un dialogue entre les investisseurs ISR et les entreprises. D'où le terme de CorDial pour « Corporate Dialogue ». En 2012, cette démarche s'est focalisée sur l'étude de la gestion des risques environnementaux par les entreprises françaises (transparence, exhaustivité, intégration des enjeux environnementaux dans le rapport financier...). Une cinquantaine d'entreprises ont ainsi été sollicitées pour répondre à un questionnaire préalablement établi. Dans une deuxième phase encore en cours au début de l'année 2013, l'ensemble des résultats obtenus sont traités afin d'établir un panorama global des pratiques des émetteurs, d'identifier les meilleures d'entre elles et d'apporter quelques recommandations générales.

Conférence nationale sur l'environnement (septembre 2012)

Dans le cadre de cette conférence qui s'est tenue à Paris les 14 et 15 septembre 2012, de grandes orientations ont été fixées en matière environnementale. Le Président de la République a annoncé le lancement d'une politique de transition écologique, considérée comme un important levier de croissance économique et de compétitivité pour les entreprises, notamment pour les PME. Le débat sur l'instauration d'une fiscalité écologique a été relancé et la création d'une agence nationale de la biodiversité est prévue pour 2013. Ce fut également l'occasion pour le gouvernement de souligner sa volonté de soutenir la filière des énergies renouvelables (principalement solaire et éolienne). Suite à cet événement, des lettres de cadrage de développement durable ont été envoyées à l'ensemble des ministères concernés.

# SECTEUR PARAPÉTROLIER

\$ 4,5 milliards



Le groupe BP a reçu la plus grosse amende pénale fixée par les autorités américaines, suite à la marée noire de 2010 dans le Golfe du Mexique.



## ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

### Des activités diversifiées, en amont de l'extraction pétrolière

Les entreprises parapétrolières interviennent avant la phase d'extraction, pour le compte des compagnies pétrolières et gazières. Elles effectuent des travaux d'études et de construction, préalables à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures. Leurs activités s'articulent en trois grands pôles :

- la prestation de services géophysiques (enregistrement, traitement et interprétation de données sismiques terrestres et marines) ;
- la fabrication d'outils de forage des puits : sur terre (« onshore ») et en mer (« offshore ») ;
- la conception d'équipements de production « offshore » (fabrication de plateformes fixes ou flottantes, installation d'équipements sous-marins, construction d'unités de raffinage...).

Cette offre exige des compétences technologiques de haut niveau, et induit donc des investissements importants dans la recherche et le développement.

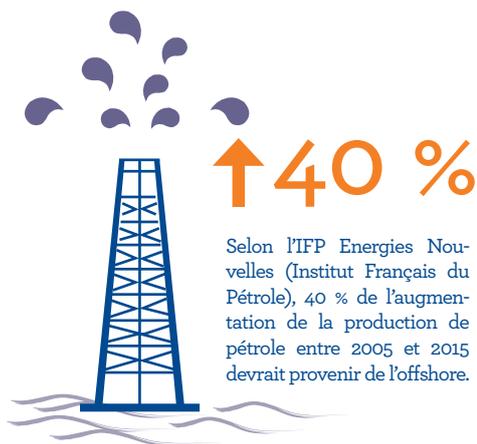
### Un rôle à jouer dans la prévention des risques environnementaux

Le rapport qui évalue les responsabilités dans l'explosion de la plateforme pétrolière exploi-

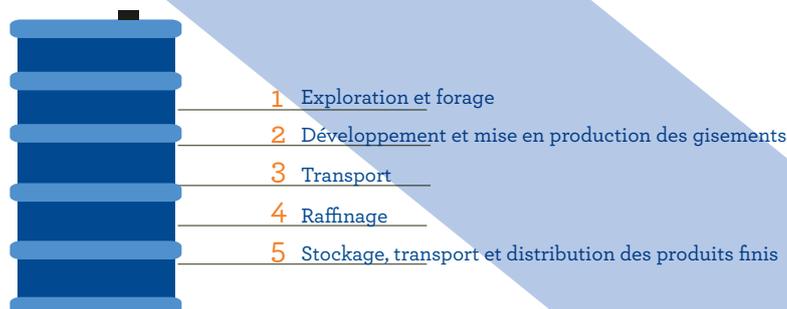
tée par BP, à l'origine de la marée noire du Golfe du Mexique, identifie des négligences qui incombent en partie aux sous-traitants. Si l'activité parapétrolière n'a pas un fort impact environnemental direct, elle est cependant stratégique dans l'accompagnement des groupes pétroliers, par une prévention des risques et une limitation des pollutions du secteur extractif.

### Quelle gestion des impacts sociétaux ?

De par la nature de leur activité, les groupes de ce secteur sont implantés dans des pays où les droits humains et les droits du travail sont limités. C'est pourquoi les relations instaurées avec les communautés locales sont primordiales dans l'évaluation de leur comportement. Dans ce domaine, il s'agit tout d'abord de s'assurer que les entreprises ont acquis une légitimité sociale suffisante pour que leur présence soit acceptée. La contribution au développement économique local constitue également un indicateur important de leur politique sociétale : mise en place de partenariats long-terme, embauche et formation de salariés issus des populations autochtones, politique d'achats locaux...



## LA CHAÎNE DE VALEUR DU SECTEUR PÉTROLIER



## BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

### Formaliser un plan efficace de gestion des risques de déversement

Certaines entreprises organisent des programmes de formation et de sensibilisation, spécifiquement dédiés à la prévention de ces risques. Un monitoring adapté (suivi des activités par des

instruments de surveillance) permet de réagir rapidement en cas d'incident, et donc de contenir ses effets négatifs par une intervention efficace : procédure d'alerte, système de gestion des accidents, « plans de réponses aux déversements » pour chaque site ou chaque projet...

### Etre un acteur proactif dans le développement d'une « offre verte »

Le secteur parapétrolier tend à diversifier son offre, en proposant des solutions environnementales à destination des grands groupes pétroliers. Ce positionnement stratégique apporte de nouvelles opportunités à cette activité. Des entreprises jouent ainsi un rôle clé dans le développement des technologies de capture et de séquestration de CO<sub>2</sub>, et dans l'amélioration de l'efficacité énergétique du processus d'extraction.

### PÉRIMÈTRE DES ENTREPRISES ANALYSÉES

Sociétés	Pays
CGG Veritas	France
Saipem	Italie
SBM Offshore	Pays Bas
Technip	France
Aker Solutions	Norvège
Petrofac	Royaume-Uni
Amec	Royaume-Uni
Petroleum Geo-Services	Norvège
Bourbon	France
TGS-NOPEC Geophysical	Norvège
Wellstream Holdings	Royaume-Uni
Fugro	Pays Bas
Subsea 7	Luxembourg
John Wood Group	Royaume-Uni
Hunting	Royaume-Uni
Seadrill	Norvège
Fred. Olsen Energy	Norvège

### Systematiser la consultation préalable des communautés locales

On observe dans certains groupes la mise en place d'un « Plan de gestion des relations avec les communautés ». Ce dernier comporte une évaluation de l'impact social des activités sur les communautés locales, l'utilisation d'outils d'identification des parties-prenantes locales, le lancement d'un dialogue ciblé avec celles-ci, ainsi que le développement d'indicateurs de surveillance destinés à mesurer la performance sociale de l'entreprise.

# SERVICES AUX COLLECTIVITÉS : EAU ET

## ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

Une mission de service public dont le modèle économique évolue

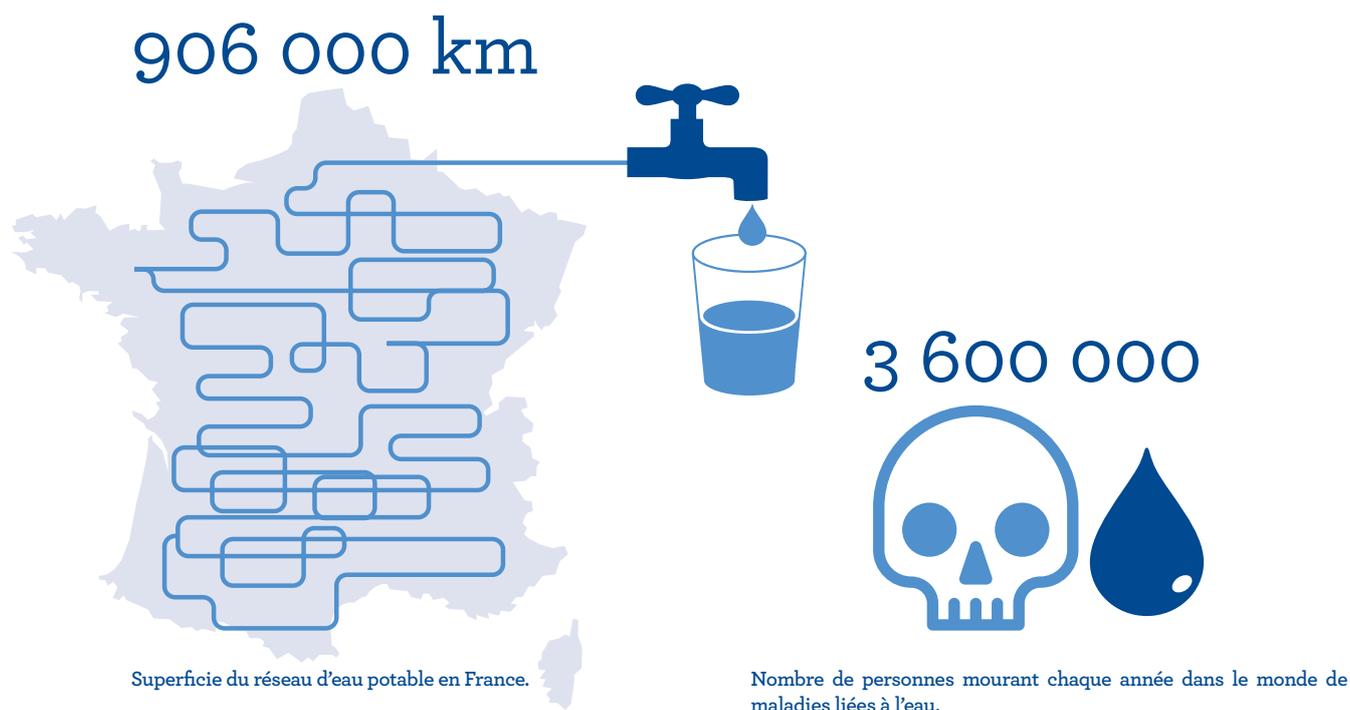
Dans leurs missions de service public, les collectivités locales doivent notamment desservir leurs habitants en eau potable, assainir les eaux usées, collecter et traiter leurs déchets. Afin d'assurer ces objectifs, elles font souvent appel à des entreprises spécialisées qui rendent compte de leurs activités auprès des autorités locales.

Face au processus de déréglementation et aux pressions croissantes en faveur d'une gestion plus durable des ressources naturelles, les acteurs de ce secteur développent progressivement de nouveaux services pour rester compétitifs. Ils dépassent ainsi leur cœur de métier en se diversifiant vers la fourniture d'infrastructures, de données et de solutions innovantes : suivi des consommations hydriques en temps réel, détection des fuites d'eau, renforcement de la collecte sélective et de la valorisation des déchets, etc.

Les perspectives issues du Grenelle de l'Environnement

Dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, des objectifs de réduction des déchets ont été fixés : diminuer de 15 % les déchets partant en incinération ou en stockage, réduire de 7 % la production d'ordures ménagères par habitant dans les cinq prochaines années, valoriser 45 % de la matière organique d'ici 2015 (comparé à 24 % en 2004) et recycler 75 % des déchets issus des emballages ménagers et des entreprises (hors BTP, agriculture et agro-alimentaire).

En ce qui concerne la gestion de l'eau, les engagements du Grenelle imposent d'atteindre d'ici 2015 un « bon état écologique de l'eau », c'est-à-dire une eau exempte de produits toxiques, permettant la vie animale et végétale, disponible en quantité suffisante pour satisfaire tous les usages.



# DÉCHETS

## BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

### Le traitement de l'eau

Dans le domaine de la distribution de l'eau, la protection des ressources hydriques nécessite de réduire les fuites et de lutter contre la pollution de l'eau. En effet, de nombreuses villes dans le monde gaspillent entre 20 et 50 % de l'eau produite, à cause des fuites présentes sur leurs réseaux de distribution. D'où l'importance pour les entreprises de contribuer au renouvellement des infrastructures, en vue d'améliorer le rendement du réseau. En aval, le traitement des effluents, la gestion des boues et la promotion d'une consommation raisonnée, constituent les principaux moteurs de réduction de l'impact environnemental.

### La gestion des déchets

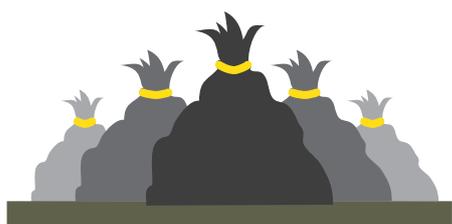
Une gestion optimale des déchets exige, quant à elle, d'augmenter les taux de récupération et de limiter les émissions atmosphériques qui sont is-

sues du stockage et de l'incinération des déchets. Par exemple, le captage du méthane fugitif et les technologies de récupération du biogaz favorisent le développement d'énergies alternatives, issues de la décomposition des déchets. Pour les entreprises du secteur, il s'agit également de maîtriser les pollutions locales afin d'éviter les risques d'accidents associés (principalement les contaminations et les nuisances olfactives).

### PÉRIMÈTRE DES ENTREPRISES ANALYSÉES

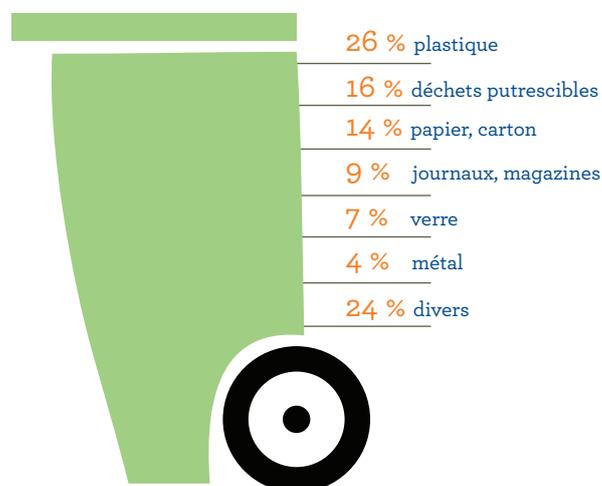
Sociétés	Pays
Pennon	Royaume-Uni
Séché Environnement	France
Severn Trent	Royaume-Uni
Suez Environnement	France
United Utilities	Royaume-Uni
Veolia Environnement	France

345 millions de tonnes



Production globale de déchets en France soit 472 kg de déchets ménagers par habitant.

### NOS POUBELLES CONTIENNENT



# SERVICES AUX COLLECTIVITÉS : ÉLECT

## ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

### Une activité déléguée par les autorités publiques

Le secteur de l'électricité et du gaz regroupe l'ensemble des entreprises de production, de transport, de distribution et de commercialisation de ces énergies. En France, la distribution énergétique relève de la compétence des collectivités locales ; les entreprises reçoivent alors une délégation de service public et doivent se conformer à un cahier des charges bien spécifique. La multiplicité des structures impliquées dans cette délégation accentue le besoin de transparence en matière de gouvernance et de comportements sur les marchés : existence de liens capitalistiques entre les différents acteurs, détention d'une part de capital par l'Etat, mise en place d'une politique de lutte contre la corruption et les pratiques anti-compétitives...

### Les récentes mutations du cadre réglementaire européen

Ce secteur a été soumis à une évolution majeure : la libéralisation des échanges. En effet, le marché européen de la fourniture a été ouvert à la concurrence, afin d'élargir l'offre proposée aux consommateurs et d'encourager les investissements dans les infrastructures énergétiques. Par ailleurs, les cinq dernières années se traduisent par un ren-

forcement réglementaire des contraintes énergétiques à l'horizon 2020, avec l'adoption du Paquet « Energie Climat » : réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre, objectif de 20 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique européen et amélioration de l'efficacité énergétique de 20 % (base de comparaison : année 1990).

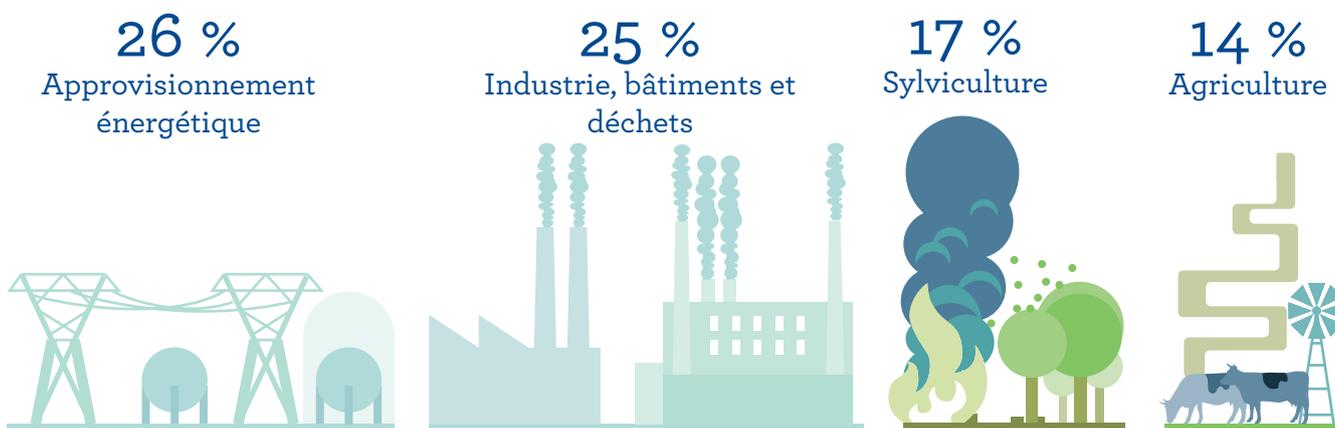
À cet égard, l'exposition des entreprises dépend de la nature de leur activité et de leur implantation géographique. Celles dont l'activité se focalise sur les énergies renouvelables percevront l'enjeu de réduction des émissions de gaz à effet de serre comme une réelle opportunité, tandis que les sociétés présentes sur les énergies plus traditionnelles seront très sensibles au risque des émissions.

## BONNES PRATIQUES

### Innovations environnementales

Certaines entreprises sont conscientes des enjeux environnementaux qui pèsent sur leur secteur. Elles deviennent alors des acteurs essentiels de la transition énergétique, au niveau international. On observe ainsi des sociétés qui développent des « smart grid », c'est-à-dire des « réseaux intelligents » basés sur des technologies innovantes optimisant la distribution d'énergie sur l'ensemble de la chaîne de valeur (du producteur au consommateur final). Les économies d'énergie ainsi réalisées diminuent l'im-

## SOURCES DU GAZ À EFFET DE SERRE



# RICITÉ ET GAZ

pact environnemental des entreprises, tout en permettant des réductions de coûts. D'autres entreprises font partie du Partenariat Mondial pour l'Electricité Durable, organisation créée à la suite du sommet de Rio en 1992 et composée d'électriciens internationaux souhaitant promouvoir le développement des énergies renouvelables. En France, une commission nationale d'orientation a été créée pour évaluer ces techniques d'exploration. Une loi adoptée en juillet 2011 interdit l'exploration et l'exploitation de ces hydrocarbures par fracturation hydraulique.

## Politiques sociales et réduction de la pauvreté énergétique

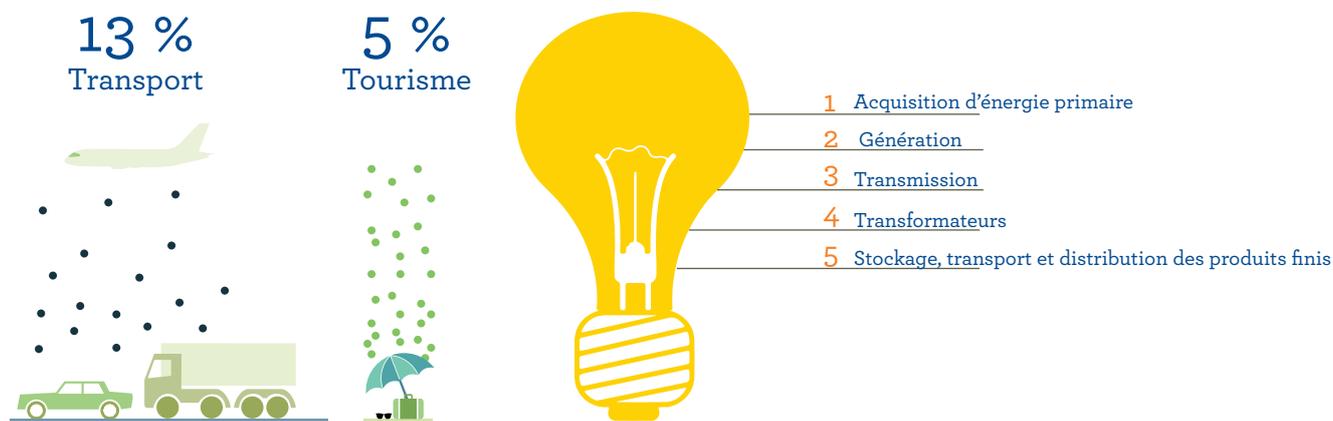
Outre les enjeux environnementaux, ce secteur doit faire face à la gestion des effectifs et des restructurations, d'autant plus qu'il évolue dans un contexte instable. Les entreprises doivent également se préoccuper de la santé et de la sécurité des travailleurs, en impliquant les représentants des salariés et les fournisseurs dans la stratégie d'amélioration des conditions de travail. Enfin, les sociétés énergétiques sont les acteurs les plus aptes à s'engager pour réduire la pauvreté énergétique. En effet, l'accès à l'énergie des populations à bas revenus favorise le processus de développement économique. Cependant, le taux de raccordement au réseau électrique est inférieur à 10 % dans de nombreuses zones rurales d'Afrique sub-saha-

rienne. Un long chemin reste donc à parcourir dans ce domaine, pour lequel la participation active des énergéticiens est indispensable. Cela implique des investissements supplémentaires dans les réseaux de distribution ou le développement de systèmes autonomes, basés sur des énergies renouvelables.

## PÉRIMÈTRE DES ENTREPRISES ANALYSÉES

Sociétés	Pays
EDF	France
RWE	Allemagne
Terna	Italie
GDF SUEZ	France
Iberdrola	Espagne
Red Eléctrica de España	Espagne
Snam Rete Gas	Italie
Enagás	Espagne
Centrica	Royaume-Uni
Enel	Italie
Iberdrola Renovables	Espagne
Verbund	Autriche
EDP Renováveis	Espagne
Endesa	Espagne
Gas Natural SDG	Espagne
National Grid	Royaume-Uni
E.ON	Allemagne
EDP-Energias de Portugal	Portugal
A2A	Italie

## LA CHAÎNE DE VALEUR DU MARCHÉ ÉLECTRIQUE



# LUXE ET COSMÉTIQUES



La Chine représentera d'ici 2015 un tiers du marché mondial des produits de luxe, estimé à 175 milliards de dollars, selon le cabinet de conseil McKinsey.

## ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

### Un secteur en expansion

La demande de luxe et de cosmétiques est exponentielle. Cette forte croissance est due à l'apparition de nouveaux clients : la Chine et les pays en développement. Cette nouvelle clientèle est d'autant plus exigeante qu'elle souhaite bénéficier de l'image et de la qualité des produits de l'offre occidentale.

Les valeurs recherchées par les produits et services du secteur luxe et cosmétiques sont triples : une valeur d'usage qui correspond à la qualité et la durabilité du produit ; une valeur sociale plus symbolique car le produit est reconnaissable et esthétique ; et enfin, une valeur patrimoniale liée à la richesse et la noblesse des matériaux (notamment pour les montres et bijoux).

### La maîtrise de l'image de marque

Qu'elles soient familiales ou non, les entreprises du secteur sont fortement dépendantes de leur image de marque. Les clients attendent des produits de luxe et des cosmétiques qu'ils soient

purs et de qualité. Une main d'œuvre qualifiée est particulièrement recherchée et mise en avant : les entreprises du secteur sont parfois dépendantes de certains employés détenant des savoir-faire précis, minutieux mais uniques et difficiles à transmettre.

### Surveillance de la chaîne d'approvisionnement

Les procédés d'extraction et de fabrication des matériaux de base ont un impact non négligeable sur l'environnement et les populations locales. En effet le cuir, les pierres et métaux précieux entraînent une pollution des cours d'eau et des nappes phréatiques par les tanneries et les exploitations minières artisanales. Les textiles manquent de traçabilité et cachent parfois des conditions de travail peu responsables et/ou une mauvaise gestion des impacts environnementaux. Les matières premières pour cosmétiques doivent être conformes à la directive européenne REACH dans le but d'améliorer la protection de la santé humaine et de l'environnement. Tous ces enjeux doivent donc être traités par les entreprises afin de ne pas risquer d'entacher leur image.



39 %

des achats des femmes sont des objets de luxe



33 %

des achats des hommes sont des objets de luxe



## LA CHAÎNE DE VALEUR DU LUXE ET DES COSMÉTIQUES

- 1 Marque
- 2 Conception : stylisme (luxe), recherche et développement (cosmétiques)
- 3 Création et fabrication
- 4 Marketing et distribution

## BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

### Traçabilité des pierres et métaux précieux

Certaines entreprises œuvrent en faveur de la traçabilité des pierres et métaux précieux en soutenant des initiatives internationales visant principalement à certifier la non-provenance de zones de conflits.

### Rachat des tanneries par les entreprises du luxe

Afin de protéger leur approvisionnement en peaux de bonne qualité face à l'explosion des ventes de sacs de luxe dans le monde, les entreprises du secteur n'hésitent pas à racheter leurs fournisseurs, parfois en totalité. Cette intégration permet une plus grande surveillance des risques tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

### Bioprospection par l'industrie des cosmétiques

Les savoirs traditionnels des peuples indigènes peuvent être utilisés par les entreprises, de ma-

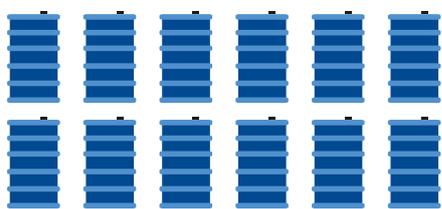
nière responsable, afin d'identifier de nouvelles substances commercialisables. Des contrats entre entreprises et institutions nationales ou communautés locales voient le jour, prévoyant une rémunération équitable de celles-ci. Certaines entreprises déclarent par ailleurs ne pas breveter les processus d'extraction ou les substances extraites des espèces végétales.

### PÉRIMÈTRE DES ENTREPRISES ANALYSÉES

Sociétés	Pays
Christian Dior	France
LVMH	France
Compagnie Financière Richemont	Suisse
Burberry	Royaume-Uni
Luxottica	Italie
L'Oréal	France
Henkel	Allemagne
Beiersdorf	Allemagne
Reckitt Benckiser	Royaume-Uni

# SECTEUR PÉTROLIER

90,3 millions



Nombre de barils par jour correspondant à la consommation mondiale d'énergie en 2012.



↑ 1,4 %

Augmentation de 1,4 % de la consommation mondiale d'énergie en 2012 par rapport à 2011.

## ENJEUX ET PERSPECTIVES

### L'énergie, moteur de l'économie

L'approvisionnement en énergie constitue l'un des enjeux majeurs de notre siècle. Alors que le pétrole est la matière première qui fournit le plus d'énergie, ses réserves naturelles s'amointrissent tandis que la demande structurelle augmente considérablement. En effet, les pays émergents ont soif d'or noir, ce qui compense largement la baisse conjoncturelle de la demande issue de l'OCDE.

L'offre est très dépendante de variables géopolitiques : le printemps arabe a entraîné une baisse de la production libyenne et une forte hausse des dépenses budgétaires de l'Arabie Saoudite. Elle dépend aussi de variables économiques car les coûts marginaux de production ont sensiblement augmenté concernant les activités offshore en eaux ultra-profondes, l'exploitation du pétrole de schiste et les biocarburants.

### Le forage en eaux profondes

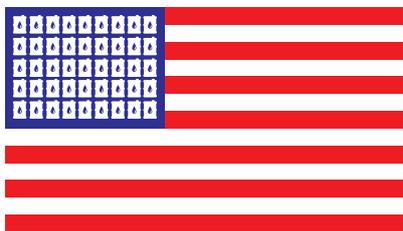
L'offshore profond représente désormais plus d'un cinquième des ressources naturelles mondiales de pétrole et un tiers de la production pétrolière mondiale. Cette activité nécessite des équipements de forage plus complexes et des systèmes de sécurité plus perfectionnés. De nouvelles contraintes physiques apparaissent : les conditions climatiques, les températures extrêmes et les risques d'intempéries viennent fragiliser l'activité des entreprises.

En conséquence, on note une augmentation des accidents industriels menant à des déversements importants d'hydrocarbures et de boues dans l'environnement. Par ailleurs, les plateformes fixes offshore ont une durée de vie de 20 à 30 ans. À la fin de cette période, les opérateurs ont donc la responsabilité de les démanteler, sans provoquer de catastrophe environnementale.

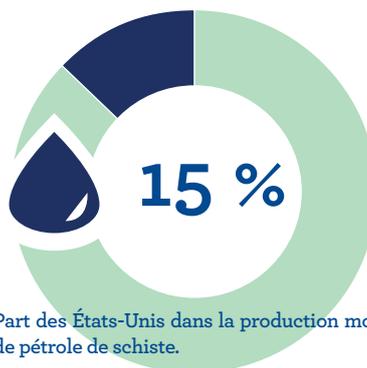
### Le développement des gaz et huiles de schiste

Ces hydrocarbures non conventionnels sont contenus dans les roches sédimentaires argileuses, compactes et imperméables, situées à quelques kilomètres de profondeur. L'exploitation se fait par sondage vertical, prolongé par des forages déviés horizontaux. La fracturation hydraulique de la roche à haute pression permet ensuite de faire remonter les gaz et les huiles à la surface. Cette activité entraîne de nouveaux risques tels que la pollution des nappes phréatiques et des aquifères, la forte consommation hydrique et le traitement de ces eaux. L'abondance de cette ressource, dans un contexte de risque de pénurie, représente néanmoins un atout non négligeable. Les progrès technologiques accomplis permettent par ailleurs d'apporter une rentabilité à cette source d'énergie. En France, une loi adoptée en juillet 2011 interdit l'exploration et l'exploitation de ces hydrocarbures par fracturation hydraulique.

# 1,5 million



Le nombre de barils de pétrole de schiste produits aux États-Unis. Les prévisions pour 2013 s'élèvent à 2 millions de barils par jour.



Part des États-Unis dans la production mondiale de pétrole de schiste.

## PRINCIPAUX RISQUES IDENTIFIÉS

### Les risques environnementaux

L'accident de Deepwater Horizon a entraîné des conséquences non seulement pour BP, qui a été contraint de vendre des actifs pour compenser les coûts anticipés, mais aussi pour tout le secteur énergétique : les primes d'assurance ont été réévaluées de + 10 à + 30 %. De plus, cet événement a relancé la question de la responsabilité des pétrolières vis-à-vis de leurs fournisseurs.

Les enjeux environnementaux sont particulièrement suivis dans ce secteur. La prévention de la pollution doit permettre la diminution du risque d'accident industriel, la réduction des déversements de pétrole sur les sols ou dans les mers. La sécurité des systèmes de transport doit également être renforcée. Lorsque l'exploration s'opère dans des zones fragiles, la biodiversité est exposée à la toxicité des produits. Enfin, les entreprises doivent accompagner la transition énergétique en investissant dans des énergies alternatives.

### Les risques humains

Humainement, le secteur pétrolier est controversé. Les ressources en pétrole se trouvent souvent dans des pays où les droits de l'homme peuvent être violés. C'est le cas du Delta du Niger où plusieurs pétroliers sont à l'origine de déversements depuis 2008, impactant l'environnement et empêchant les autochtones de vivre de leur économie traditionnelle de pêche et d'agriculture.

Enfin, ces entreprises doivent porter une attention à leur capital humain. Les accidents dans ce secteur

sont accentués par la dangerosité des produits manipulés et les conditions de travail difficiles n'améliorent pas les risques psycho-sociaux.

### Vers une évolution positive en matière de transparence fiscale

Certains investisseurs s'intéressent désormais à un enjeu émergent : le partage de la valeur avec les pays d'accueil, dont sont issues les ressources exploitées. Dans ce domaine, des progrès ont été récemment réalisés par les entreprises sur la transparence de la distribution des revenus : l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) invite les entreprises signataires à soumettre un formulaire d'auto-évaluation. Mais de fortes disparités entre les groupes persistent, notamment en matière de communication pays par pays dans le cadre de leurs activités internationales.

### PÉRIMÈTRE DES ENTREPRISES ANALYSÉES

Sociétés	Pays
Total	France
ENI	Italie
Repsol	Espagne
Cairn Energy	Royaume-Uni
Neste Oil	Finlande
Statoil	Norvège
Royal Dutch Shell	Royaume-Uni
BG Group	Royaume-Uni
OMV	Autriche
Premier Oil	Royaume-Uni
BP	Royaume-Uni

# SECTEUR PHARMACEUTIQUE

## ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

### Une activité fortement encadrée par les autorités de contrôle

L'industrie pharmaceutique regroupe les activités de recherche, de fabrication et de commercialisation de médicaments pour la médecine humaine ou animale. Ces activités sont exercées par les laboratoires pharmaceutiques et les sociétés de biotechnologie.

Les enjeux pour la santé publique sont tels que toute autorisation de mise sur le marché d'une nouvelle molécule accordée par les autorités - l'Agence Européenne des Médicaments pour l'Union Européenne - nécessite une longue période de recherche et développement, incluant les phases de tests, pouvant aller jusqu'à 15 ans. La surveillance des effets indésirables se perpétue tout au long de la commercialisation des médicaments ; on parle alors de pharmacovigilance.

L'industrie pharmaceutique subit, en plus des restrictions réglementaires, la hausse des dépenses de santé, poussant les gouvernements et les assureurs à des restrictions budgétaires. Ceci a un impact négatif sur les résultats des entreprises et favorise la croissance des génériques. Ces difficultés pourraient pousser les sociétés du secteur à des comportements moins responsables afin de conserver leurs parts de marché.

## LA CHAÎNE DE VALEUR DE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE



### Droits humains et délocalisation des essais cliniques

Les essais cliniques sont très réglementés dans les pays occidentaux, mais tendent à être délocalisés vers des zones à plus faibles revenus, où les normes jurisprudentielles sont moins strictes et le recrutement de volontaires moins coûteux. Ces délocalisations massives soulèvent de nombreuses questions sur le respect des droits humains. Comment s'assurer du « volontariat » des patients et de leur information sur les risques ? Quelle est la fiabilité des données ? Des questions qui poussent les entreprises à une extrême vigilance afin d'éviter des écueils médiatiques.

### Pratiques de marchés

Certaines pratiques de vente douteuses ont attiré l'attention des pouvoirs publics : les visiteurs médicaux, en charge de la promotion et de la commercialisation des médicaments auprès du personnel médical, peuvent être amenés à accorder des avantages frôlant la corruption, afin d'inciter à la prescription de produits : financement de repas, de services, de voyages ou congrès fréquemment organisés par les entreprises par exemple.



Selon le LEEM (association professionnelle qui rassemble les entreprises du médicament en France), 43 % des Français déclarent prendre tous les jours des médicaments et 92 % estiment qu'ils sont efficaces.

## BONNES PRATIQUES

### Respect de la Déclaration d'Helsinki pour les essais cliniques

Pour être reconnues, toutes les études cliniques doivent être fondées sur des bases scientifiques solides et en accord avec la Déclaration d'Helsinki et les Bonnes Pratiques Cliniques de la Communauté Européenne. La Déclaration d'Helsinki, élaborée par l'Association Médicale Mondiale, constitue une déclaration de principes éthiques dont l'objectif est de fournir des recommandations aux médecins et autres participants à la recherche médicale sur des êtres humains.

### Visiteurs médicaux

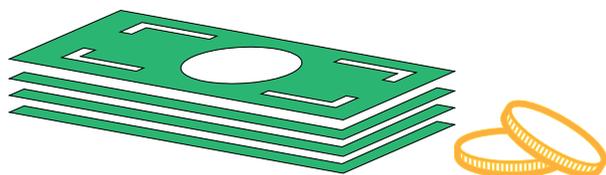
La promotion des médicaments à usage humain est fortement réglementée et fait l'objet de chartes de bonnes pratiques de la visite médicale, rédigées par les entreprises et les pouvoirs publics. L'objet est de renforcer le rôle de la visite médicale dans le bon usage du médicament et la qualité de l'information. Le visiteur médical joue, par ailleurs, un rôle important dans la pharmacovigilance, en recueillant auprès des médecins les informations sur les effets des produits pour transmission à son entreprise.

### PÉRIMÈTRE DES ENTREPRISES ANALYSÉES

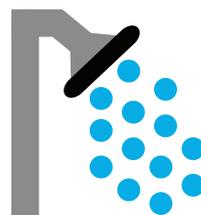
Sociétés	Pays
GlaxoSmithKline	Royaume-Uni
Novartis	Suisse
Roche	Suisse
Novo Nordisk	Danemark
AstraZeneca	Royaume-Uni
Sanofi	France
Shire	Royaume-Uni
Merck	Allemagne

# STRATÉGIES À LA BASE DE LA PYRAMIDE

3 milliards  
d'hommes



vivent avec moins de 2,50 euros par jour.



2,5 milliards

de personnes n'ont pas accès à un système d'assainissement.

## ENJEUX ET CARACTÉRISTIQUES

### Le concept des stratégies à la base de la pyramide (BoP)

Les entreprises ont constaté que leurs activités sur les marchés occidentaux stagnaient, alors que d'autres zones géographiques comme les pays en développement offraient de belles perspectives d'activité.

Près de 4 milliards d'individus issus de ces zones géographiques ne sont pas considérés comme des « consommateurs » du fait de leur faible pouvoir d'achat (moins de 4 dollars par jour par personne). Ce phénomène s'accroît par leur isolement vis-à-vis des services classiques de distribution commerciale. Énoncées pour la première fois par l'économiste C.K. Prahalad\*, les stratégies à la base de la pyramide changent de paradigme : les « pauvres » sont perçus comme des clients potentiels. Ainsi, les multinationales voient s'ouvrir de nouveaux marchés tout en contribuant à la réduction de la pauvreté.

Ces stratégies s'intègrent dans les politiques traditionnelles de développement durable.

### L'intégration des besoins des populations démunies dans les stratégies BoP : l'homme au centre

Les entreprises répondent à un besoin essentiel existant et créent un produit favorisant un déve-

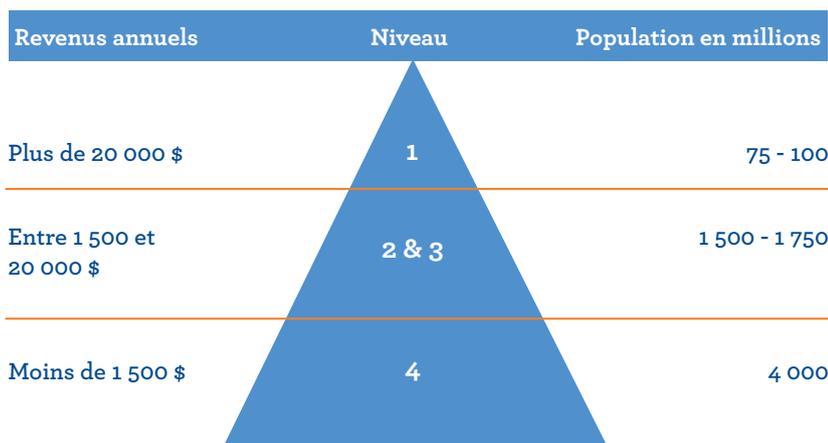
loppement économique et/ou social. Les communautés locales sont intégrées dans les phases de :

- conception : élaboration du produit adapté aux besoins et contraintes locales ;
- approvisionnement : au maximum auprès des fournisseurs locaux, dynamisant ainsi la zone ;
- production : dans des usines locales employant et formant la main d'œuvre locale ;
- distribution : calquée sur les méthodes habituelles locales.

### La logique « gagnant-gagnant » des stratégies BoP

D'une part, les communautés locales ne sont plus ignorées des multinationales : elles sont considérées comme des partenaires de l'entreprise. L'accès aux produits, ainsi que l'augmentation des revenus financiers, permettent aux plus démunis d'augmenter leur capacité à sortir de la pauvreté. D'autre part, les entreprises acquièrent de nouveaux marchés, innovent technologiquement, socialement ou financièrement et les collaborateurs sont fédérés autour d'un projet. Enfin, ces stratégies permettent de développer la responsabilité sociale en intégrant les enjeux de développement durable directement dans les activités de l'entreprise.

\*The Fortune at the Bottom of the Pyramid, Eradicating Poverty through Profits, 2005



## BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

### Les secteurs favorables à la lutte contre la pauvreté

Certains secteurs comme l'alimentation, la distribution d'eau et d'électricité, la santé, les banques permettent grâce à leur cœur de métier de contribuer à l'un des huit objectifs du millénaire pour le développement définis par les Nations-Unies : notamment la réduction de la pauvreté et de la faim dans le monde ainsi que le combat contre le sida, le paludisme et d'autres maladies.

### La connaissance précise du terrain évite des écueils

Souhaitant s'implanter sur un nouveau territoire de manière durable, les entreprises ont le devoir de connaître parfaitement la culture, les mœurs, le contexte global de la zone d'implantation. Pour cela, elles dialoguent avec les communautés locales pour s'imprégner des us et coutumes. Cette phase peut être complétée par une étude anthropologique (interne ou externe), ce qui servira à mieux identifier les besoins des locaux.

### La légitimité peut être justifiée par la mesure de l'impact sociétal

Longtemps accusées d'agir dans leur unique intérêt, les entreprises développant des stratégies à la base de la pyramide peuvent justifier leur impact positif sur la société grâce à des études effectuées par un tiers ou par elles-mêmes. La mesure nécessite d'avoir un point de repère et d'isoler les variables. Or, la pauvreté est multidimensionnelle : elle peut être financière et/ou sociale. Certains laboratoires sont spécialisés dans l'évaluation des conséquences sur la pauvreté et sont capables de mesurer l'impact d'une activité en termes de conditions de vie (temps libéré, socialisation, bien-être).

### PÉRIMÈTRE DES ENTREPRISES ANALYSÉES

Sociétés	Pays
Danone	France
Veolia	France
Schneider Electric	France
Essilor	France
Lafarge	France
Crédit Agricole	France
BASF	Allemagne
Novartis	Suisse
Nestlé	Suisse

# DÉMARCHES AUPRÈS DES ENTREPRISES

## ENGAGEMENT ACTIONNARIAL

### Actualités du vote aux Assemblées Générales (AG)

L'implication des actionnaires dans la vie de l'entreprise semble se confirmer pour l'année 2012. Le quorum est stable depuis 2011, avec une moyenne de 65 % en 2012 <sup>1</sup>.

Les actionnaires se soucient des enjeux à moyen et long terme car 28 % des questions ont porté sur la stratégie des entreprises concernant leur développement dans les pays émergents, contre seulement 16 % sur le cours de Bourse.

Le thème de la responsabilité d'entreprise est de plus en plus intégré aux discours des dirigeants : la moitié d'entre eux ont présenté leur politique de responsabilité comme élément de leur stratégie de croissance.

### Participation au dépôt de résolution à l'AG de la Société Générale

Meeschaert Asset Management a participé à un dépôt de résolution mené par Phitrust, portant sur la transformation de la gouvernance de la Société Générale. L'objectif de cette résolution est de privilégier la collégialité dans les prises de décision, en faisant évoluer l'entreprise vers une société à directoire et conseil de surveillance. La résolution a été intégrée à l'ordre du jour, mais le

conseil d'administration a recommandé de voter contre celle-ci. Elle a reçu 24,75 % des suffrages, ce qui ne permet pas son adoption. Toutefois, la présentation de la résolution au cours de l'assemblée générale, événement-clé dans la vie de l'entreprise, a permis d'apporter une visibilité à cette recommandation de séparation des pouvoirs de décision et de contrôle.

### Statistiques de l'année 2012

Au cours de l'année 2012, Meeschaert Asset Management a voté à 117 assemblées générales (soit un total de 1 957 résolutions). Sur l'ensemble des instructions de vote transmises, 29,69 % s'exprimaient contre la résolution proposée, en référence à la politique de vote Meeschaert Asset Management. Cette proportion reste relativement constante au cours des années.

Parmi les votes contre, près de 40 % ont concerné des résolutions de « nomination et révocation des organes sociaux » et autant ont concerné des résolutions de « programmes d'émission et de rachats de titres de capital ». Les principaux écueils identifiés sont donc les suivants : manque d'indépendance du conseil d'administration, cumul des mandats d'administrateurs, manque de transparence dans les critères d'attribution de la rémunération variable des dirigeants et mise en place de mesures anti-OPA.

1 7ème BILAN DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES 2012 sur [www.capital.com.fr](http://www.capital.com.fr)

## FOCUS : PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE SAINT-GOBAIN DU 7 JUIN 2012

Lors de l'assemblée générale, Pierre-André de Chalendar, Président Directeur Général du groupe Saint-Gobain, a présenté la vidéo d'une « maison durable » Saint-Gobain, où chacune des grandes marques du groupe a développé sa technologie innovante. Ainsi, l'habitat durable suit la norme BBC mais va plus loin en affichant un bilan énergétique positif : elle produit plus d'énergie qu'elle n'en consomme. Pensée pour placer l'utilisateur final au centre, cette maison est conçue en privilégiant le confort et l'accessibilité pour tous.

# ET DE L'OPINION PUBLIQUE

## SENSIBILISATION DE L'OPINION PUBLIQUE

### Participation à des journées et des soirées d'information organisées par l'association Ethique et Investissement

#### • Mai : « Impact social et sociétal des restructurations : jusqu'où doit aller l'entreprise ? »

Les entreprises doivent faire preuve d'une grande capacité d'adaptation dans le contexte économique actuel : la gestion des ressources humaines est un enjeu crucial. L'association Ethique et Investissement a placé l'année 2012 sous le thème de la gestion des restructurations.

Cette journée a permis de comprendre les enjeux et les impacts des restructurations. Syndicalistes, entreprises et agences de notation sociale ont débattu pour exprimer leurs points de vue et les conclusions tirées sont plutôt unanimes :

- l'anticipation dans la gestion des ressources humaines permet d'atténuer les effets négatifs et d'agir sans porter atteinte aux employés,
- le projet de réorganisation doit faire l'objet d'un dialogue avec toutes les parties prenantes pour pouvoir être compris et accepté par tous.

#### • Octobre : « Coopératives et mutuelles : des banques socialement responsables ? »

Dans le cadre de la semaine de l'ISR, l'associa-

tion Ethique et Investissement a invité des professionnels des banques coopératives à l'Institut Catholique de Paris pour expliquer les spécificités de ce type de banques, ainsi que leurs atouts face à la crise.

Le système coopératif se distingue en effet par son ancrage territorial, sa détention par les sociétaires sous forme de parts sociales et son mode de gouvernance mutualisé. Pour plus d'information sur ces conférences et sur l'association, vous pouvez vous rendre directement sur le site <http://www.ethinvest.asso.fr/ethique-et-investissement>.

Nous tenons à exprimer nos remerciements à :

Marie-Laure Payen, Michelle Barrot, Murielle Hermellin, Thérèse van de Weghe, Jacques Terray, Pierre Arquié et tous les membres de l'Association Ethique et Investissement, Geneviève Guénard, Philippe Tournaud, Georges Liochon, Antonio Manganella, Gérard Bitsch, Marie-Thérèse Gaud, Catherine Gaudard, Noël Lafay et Christian Schmitz du CCFD - Terre Solidaire, Jean-Philippe Desmartin d'ODO Securities, Agnès Blazy de CM-CIC Securities, Florence Bihour-Frezal et les équipes d'analystes de Vigeo, Olivier de Guerre et Denis Branche de Phitrust, Pierre-Henri Leroy, Charles Pinel et Loïc Dessaint de Proxinvest, Martial Cozette du CFIE, François Passant d'Eurosif, Grégoire Cousté du FIR, Dominique Biedermann et la fondation Ethos.

Ce document a été co-rédigé par Aurélie Baudhuin, Sabrina Bader et Laura Bellet.

Des informations complémentaires sur les investissements socialement responsables peuvent être sollicitées auprès des conseillers de Meeschaert Gestion Privée.



#### Meeschaert Gestion Privée

- Conseil en stratégie patrimoniale et fiscale
- Conseil en investissements
- Conseils boursiers

#### Meeschaert Asset Management

- Gestion d'OPC
- Fonds dédiés
- Gestion sous mandat

#### Meeschaert Family Office

- Conseil, gestion et transmission du patrimoine de la famille
- Aide à la sélection et supervision d'experts
- Philanthropie

#### Meeschaert Conseil Immobilier

- Transactions immobilières
- Investissements immobiliers

— meeschaert.com —

#### Bordeaux

2 rue de Sèze  
Tél. 05 56 01 33 50

#### Cannes

8 rue Macé  
Tél. 04 97 06 03 03

#### Lille

11 Allée du Château Blanc - Wasquehal  
Tél. 03 28 38 66 00

#### Lyon

61 rue de la République  
Tél. 04 72 77 88 55

#### Marseille

42 rue Montgrand  
Tél. 04 91 33 33 30

#### Nancy

3 rue Sainte Catherine  
Tél. 03 83 39 10 80

#### Nantes

1 rue Saint Julien  
Tél. 02 40 35 89 10

#### Paris

12 Rond-Point des Champs-Élysées  
Tél. 01 53 40 20 20

#### Toulouse

24 grande rue Nazareth  
Tél. 05 61 14 71 00